Security on the Move

by Shawn Drandakis

Glendon's student security team is barely four years old, yet it has undergone some major changes in its short history. Once restricted to a two person walking patrol, it now provides escorts to students in a specially designed van provided by York University. This academic year, the student security coordinator, Rob Waarbroek, received approval to double his workforce, making Glendon student security the largest employer of students on campus with a total of twenty-eight students.

There has been mixed reaction to this move, which was granted on a trial basis for two months commencing last October, and having been viewed as a great success by the university and the student body is now a permanent fixture of this institution. When this change took place last October, several of the existing student officers, while welcoming more employment opportunities for their fellow students, were caught off guard by the announcement and questioned the necessity of increasing their numbers. Some of the regular security officers, whose support of student security had been lukewarm in the past, were wary of a greater presence of students who they felt posed a threat to their jobs.

Last fall, on another equally important front, student security was forced to join the same union as regular full-time guards, who promoted this action so that in the event that they should strike, student officers would be forced to respect the picket lines. This was done without the prior knowledge or participation of Glendon student security, as no vote was held nor a contract signed by the employees. The union, whose proper title is "Amalgamated Plant Guards of America," succeeded in acquiring a modest raise for the students but many students resent the fact that they had no say and or choice in joining it and that they may have to pay union dues, depending upon the amount of hours worked in a single month. According to Rishee Thakur, the union steward responsible for the Glendon student security employees, should an officer work more than thirty hours per month, a fixed total of $8.00 will be removed from his or her paycheck at the end of that month. While there is a certain amount of dissatisfaction, other student security employees are hopeful the union will be able to preserve their rights and clear up the confusion that exists among many over the limits of their job, specifically when there is a potentially dangerous situation in which they are involved.

Career Week

by Marika Kemeny

The Glendon Counselling and Career Centre is organizing its Annual Career Week, which will take place February 29th to March 4th inclusive. During the first three days there will be a variety of workshops on pertinent topics such as finding the hidden job market, preparing for a successful job interview, researching your career and selling a liberal arts degree to the working world. During these days a drop-in resume service will also be in operation. You can see controversial films on career issues on Monday and Wednesday from 1 to 2 p.m. All of these events will take place at the Counselling Centre, room 116, Glendon Hall.

On Thursday March 3rd, well-known panelists from a variety of career areas will make presentations on professions which Glendon graduates can aspire to. Career areas which will be discussed include law, banking, social work, translation, education, the public service and advertising. This event is called "Conversations with the Workplace" and will be located at the Glendon Gallery. Career Week culminates in an all-day career planning workshop, entitled "Career Crossroads," run by two of Glendon's highly experienced counsellors. The workshop will be located in the Hearth Room, on the main floor of York Hall near the Garigue Room, and it will run from 10 a.m. to 4 p.m. You are asked to preregister for this event at the Counselling Centre.

Would you like to know more about Career Week? Phone 487-6709 or drop in at the Centre.
EDITORIAL

Lettres/Letters

Hypocrisie dans les médias

La terre ne tourne pas rond, et même moins rond qu'on pourrait imaginer. Les faits sont cachés, oubliés, détournés et simplement et ouvertement rejetés. Il existe plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les gens deviennent ou demeurent ignorants. Certains ne lisent pas, n'écoutent pas, ne regardent pas, soit par choix, soit par manque de choix. Et presque tout le monde ignore parce que les médias décident de ce qui devrait être vu.

Les journaux et les nouvelles à la télévision existent pour informer, mais aussi pour le profit qu'on peut en retirer. C'est ainsi que les événements de la journée, de la semaine, de l'année, de l'histoire sont filtrés et seulement ceux qui produisent un bon "punch line" nous parviennent sur nos écrans chaque dimanche en noir et blanc.

Vous vous souvenez de la famine en Ethiopie? Celle qui a inspiré Bob Geldof et tant d'autres à tendre la main vers ces gens en détresse? Ah, le bon vieux temps! Aujourd'hui, il y a encore famine en Ethiopie, mais personne ne le sait, ou alors tout le monde s'en fout. Laquelle de ces deux suppositions préférez-vous? Sont-ces les médias qui refusent de nous faire parvenir l'information ou est-ce nous qui refusons de l'entendre?

Pro Tem fait partie de ce monde des médias, bien que ce soit sur une bien plus petite échelle. Nous avons une certaine responsabilité face aux étudiants et sommes en position privilégiée pour exprimer nos opinions. Nous avons voulu, cette année, prendre une position ferme face aux événements du Collège et du monde extérieur au Collège. Nous avons critiqué ceux que nous jugions trop ambivalents. Mais il est facile de tomber dans le même piège, de devenir mou et sans valeur. Heureusement, certaines remarques et critiques constructives nous ont fait voir l'état nonchalant dans lequel nous glissions.

Bref, nous voulons souligner l'importance de votre implication dans les médias et dans Pro Tem. Merci.

Photo de la première page par Eva Broadbent

Pro Tem

Glendon College 2275 Bayview Ave. Toronto, Ont. M4N 3M6

Rédacteur en chef
Patrick Barvelli
Assistant Editor
Glenn Archer
Assistante à la rédaction
Claudine Daunder
Entertainment Editor
Ernie Vlasic
Rédaction des divertissements
Jeanne Corneille
Sports Editor
Scott Patterson
Photography Editor
Chris Reed
Ramona Maged
Administrative Assistant
Ross Slater
Directeur du montage
Neal Stephenson
Office Manager
Raymond Cheng

La terre ne tourne pas rond, et même moins rond qu'on pourrait imaginer. Les faits sont cachés, oubliés, détournés et simplement et ouvertement rejetés. Il existe plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les gens deviennent ou demeurent ignorants. Certains ne lisent pas, n'écoutent pas, ne regardent pas, soit par choix, soit par manque de choix. Et presque tout le monde ignore parce que les médias décident de ce qui devrait être vu.

Les journaux et les nouvelles à la télévision existent pour informer, mais aussi pour le profit qu'on peut en retirer. C'est ainsi que les événements de la journée, de la semaine, de l'année, de l'histoire sont filtrés et seulement ceux qui produisent un bon "punch line" nous parviennent sur nos écrans chaque dimanche en noir et blanc.

Vous vous souvenez de la famine en Ethiopie? Celle qui a inspiré Bob Geldof et tant d'autres à tendre la main vers ces gens en détresse? Ah, le bon vieux temps! Aujourd'hui, il y a encore famine en Ethiopie, mais personne ne le sait, ou alors tout le monde s'en fout. Laquelle de ces deux suppositions préférez-vous? Sont-ces les médias qui refusent de nous faire parvenir l'information ou est-ce nous qui refusons de l'entendre?

Pro Tem fait partie de ce monde des médias, bien que ce soit sur une bien plus petite échelle. Nous avons une certaine responsabilité face aux étudiants et sommes en position privilégiée pour exprimer nos opinions. Nous avons voulu, cette année, prendre une position ferme face aux événements du Collège et du monde extérieur au Collège. Nous avons critiqué ceux que nous jugions trop ambivalents. Mais il est facile de tomber dans le même piège, de devenir mou et sans valeur. Heureusement, certaines remarques et critiques constructives nous ont fait voir l'état nonchalant dans lequel nous glissions.

Bref, nous voulons souligner l'importance de votre implication dans les médias et dans Pro Tem. Merci.

Photo de la première page par Eva Broadbent

Pro Tem

Glendon College 2275 Bayview Ave. Toronto, Ont. M4N 3M6

Rédacteur en chef
Patrick Barvelli
Assistant Editor
Glenn Archer
Assistante à la rédaction
Claudine Daunder
Entertainment Editor
Ernie Vlasic
Rédaction des divertissements
Jeanne Corneille
Sports Editor
Scott Patterson
Photography Editor
Chris Reed
Ramona Maged
Administrative Assistant
Ross Slater
Directeur du montage
Neal Stephenson
Office Manager
Raymond Cheng

La terre ne tourne pas rond, et même moins rond qu'on pourrait imaginer. Les faits sont cachés, oubliés, détournés et simplement et ouvertement rejetés. Il existe plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les gens deviennent ou demeurent ignorants. Certains ne lisent pas, n'écoutent pas, ne regardent pas, soit par choix, soit par manque de choix. Et presque tout le monde ignore parce que les médias décident de ce qui devrait être vu.

Les journaux et les nouvelles à la télévision existent pour informer, mais aussi pour le profit qu'on peut en retirer. C'est ainsi que les événements de la journée, de la semaine, de l'année, de l'histoire sont filtrés et seulement ceux qui produisent un bon "punch line" nous parviennent sur nos écrans chaque dimanche en noir et blanc.

Vous vous souvenez de la famine en Ethiopie? Celle qui a inspiré Bob Geldof et tant d'autres à tendre la main vers ces gens en détresse? Ah, le bon vieux temps! Aujourd'hui, il y a encore famine en Ethiopie, mais personne ne le sait, ou alors tout le monde s'en fout. Laquelle de ces deux suppositions préférez-vous? Sont-ces les médias qui refusent de nous faire parvenir l'information ou est-ce nous qui refusons de l'entendre?

Pro Tem fait partie de ce monde des médias, bien que ce soit sur une bien plus petite échelle. Nous avons une certaine responsabilité face aux étudiants et sommes en position privilégiée pour exprimer nos opinions. Nous avons voulu, cette année, prendre une position ferme face aux événements du Collège et du monde extérieur au Collège. Nous avons critiqué ceux que nous jugions trop ambivalents. Mais il est facile de tomber dans le même piège, de devenir mou et sans valeur. Heureusement, certaines remarques et critiques constructives nous ont fait voir l'état nonchalant dans lequel nous glissions.

Bref, nous voulons souligner l'importance de votre implication dans les médias et dans Pro Tem. Merci.

Photo de la première page par Eva Broadbent

Pro Tem

Glendon College 2275 Bayview Ave. Toronto, Ont. M4N 3M6

Rédacteur en chef
Patrick Barvelli
Assistant Editor
Glenn Archer
Assistante à la rédaction
Claudine Daunder
Entertainment Editor
Ernie Vlasic
Rédaction des divertissements
Jeanne Corneille
Sports Editor
Scott Patterson
Photography Editor
Chris Reed
Ramona Maged
Administrative Assistant
Ross Slater
Directeur du montage
Neal Stephenson
Office Manager
Raymond Cheng

L'équipe du montage
Kathy Cooper
John Sullivan
Michelle Boulet
Stéphane Bégin
Steven Roberts
Collaborateurs spéciaux
Cathy da Costa
Shawn Drandakis
Guy Larouche
C.E. Loewen
Darryl Sirgens
Julie Lévesque
Chris Wroe
Marika Kemony
Juan Tarshis


Pro Tem est le seul journal bilingue et indépendant de la Glendon College, ouvert en 1982 et qui est distribué à York University. Tous les articles, y compris la rédaction, sont la propriété de Pro Tem. Pro Tem est distribué sur le campus York, au Collège Ryerson, à la l'École d'Études Canadiennes, Centre de Formation Francophone, C.O.T.F.M.T.1 et au Collège Glendon. La datation limite pour les émissions est vendredi à 17 h 00. Nos bureaux sont situés au Minder Building, 111 1117. Téléphone : 487-6738. Fax : 4000.

Pro Tem est le seul journal bilingue et indépendant de la Glendon College, ouvert en 1982 et qui est distribué à York University. Tous les articles, y compris la rédaction, sont la propriété de Pro Tem. Pro Tem est distribué sur le campus York, au Collège Ryerson, à la l'École d'Études Canadiennes, Centre de Formation Francophone, C.O.T.F.M.T.1 et au Collège Glendon. La datation limite pour les émissions est vendredi à 17 h 00. Nos bureaux sont situés au Minder Building, 111 1117. Téléphone : 487-6738. Fax : 4000.

Pro Tem est le seul journal bilingue et indépendant de la Glendon College, ouvert en 1982 et qui est distribué à York University. Tous les articles, y compris la rédaction, sont la propriété de Pro Tem. Pro Tem est distribué sur le campus York, au Collège Ryerson, à la l'École d'Études Canadiennes, Centre de Formation Francophone, C.O.T.F.M.T.1 et au Collège Glendon. La datation limite pour les émissions est vendredi à 17 h 00. Nos bureaux sont situés au Minder Building, 111 1117. Téléphone : 487-6738. Fax : 4000.
par Guy Larocque

Après avoir pris connaissance du projet de la nouvelle Loi sur le tabac par notre ombudsman Geoffroy Eden, daté du 21 janvier 1988, je suis désolé par la 15e édition de Pro Tem pour tenir compte académique en cours, je dois avouer ma surprise, ma déception, mon indignation et ma colère. Colère devant la position évidente dans laquelle Geoffroy Eden s’est retranché : il dé­fend sa réputation à travers celle de la compagnie (cie) Rill. Ce rapport, d’après moi, tient plus de la propagande, de l’in­tention de masquer la réalité par des mythes que d’un sincère désir de rendre la vérité aux consommateurs gendonnens. C’est la manifestation d’une véritable volonté de créer une illusion fictive. La population de Glendon quant au service offert par Rill.

En tant qu’étudiant résident, en tant qu’ancien à Glendon — puisque j’en suis à ma troisième année —, je devrais porter contre cette attitude passive qui semble se satisfaire de la maigre améli­oration qui peut être provoquée par la cie comme si celle-ci nous faisait des favesur. Il est étonnant de voir ce que beaucoup d’étudiants pensent être français : selon le dictionnaire anglais-français Robert & Col­liers, ce mot signifie “protecteur du citoyen et/ou médiateur”.

Nous allons voir à travers cette lettre à l’éditeur que dans le cas qui nous intéresse, individus multi­pliant les fonctions rattachées au poste auquel ce mot est doté d’un sens assimilé ne serait pas le titre qui lui est décerné. Le point essentiel sur lequel est échafaudé le rapport se situe au niveau de l’efficacité du réseau de communication établi entre Rill et la population gendonnienne. Évidem­ment, il ne faut pas s’étonner que M. Eden cherche à s’en attribuer tout le crédit, mais passion. Je ne me sens pas en doute le succès atteint en ce domaine, parce que cet élément, considéré dans une fin en lui-même ne nulle part n. La communication n’est pas une fin en soit mais un moyen par lequel une question que je me pose main­tenant est la suivante : “A qui va le bénéfice con­cerne-t-il tant d’efforts pour étab­lier des voies de communica­tion entre le corps étudiant et la cie Rill ?”.

En principe, compte tenu de la dimension monopole locale faisant peser le poste d’ombudsman fut créé dans l’intention de faire valoir les intérêts des étudiants en sorte que la compagnie contractante puisse réajuster ses services en conséquence. Malheureusement, la nature même du contrat fait en sorte que le bon fonctionne­ment de ce système dépend de l’attitude et du sérieux du titulaire en poste. Lorsque cet individu oriente sa position sur celle de la compagnie contrac­tante plutôt que sur la position des étudiants, il s’ensuit automa­tiquement que l’ombudsman devient le facteur un port­e-parole de la compagnie. Si c’est le cas, les actions accomplies ne s’avèrent guère conformes au titre associé à la position des sanctionnant : la population étudiante se trouve privée de son principal instrument de pression pour la défense de ses intérêts à ce niveau ; la compa­gnie contractante se voit donnée le champ libre pour la réalisation de ses politiques et le caractère monopolistique du contrat se manifeste dans toute sa plénitude.

1987-1988 est une année typique à cet égard. Oh, bien sûr, on peut se demander le droit de s’exprimer sur la question, et peuvent faire para­venir leurs griefs à la cie à travers des voies officiellement reconnues — représentants de maisons, notre ombudsman et le AECG. Mais qu’on ne s’y trompe pas : Geoffroy Eden n’est remis depuis déjà longtemps à la discrétion du gérant de la cie Rill. Voici comment lui­même exprime le rapport de force liant les deux parties en cherchant à masquer sa sou­mission face à la cie à travers sa présentation d’un gérant devenue le champion de la cause étu­diant.

“The manager has... encour­aged everyone... to make suggestions. When these sug­gestions have not... satisfied the students... they want to be. Their only... issue is...”

Pro Tem 3

Is There a Rotten Apple in the Garden of Eden?

by C.E. Lorwen

There are a lot of different opinions about smoking, in public places and otherwise, and many people wonder which are or should be applied to this habit. I, too, have an opinion. I do not wish to dis­cuss my opinion here; what I wish to do is inform you of a situation which I believe few “pals” are aware of.

I am a native of Southern Ontario, and I grew up in the heart of “tobacco country.” I myself worked on tobacco farms, and many of my friends and relatives own or have worked on tobacco farms. As is true for so many, I, members of my immediate family, and most of my friends have spent many summers working on tobacco farms. Most of these farms have been “in the family” for many generations.

Where I come from, farming is a way of life, a heritage, a legacy. Many of my father’s friends, and my friends’ friends, still live on the farm because it is where they want to be. Their only interest in the tobacco farm is that they get a fair deal. Farming is becoming less and less a money-making oc­cupation, with business and governments taking as much money as they can from the consumer and giving as little as they can to the farmer. Politicians, from both the left and the right, are giving in to the farmers; all the farmers see of these benefits are lots of paperwork and lots of red tape.

In the past, tobacco farmers made more money than any other type of farmer. However, in the past five years I have seen these once-prosperous people in my community going bankrupt, losing their farms to breakdowns, and committing suicide. So much for the “free and easy” life on the farm. When farmers’ wives and child­ren have to work on other farms and in towns in order to get enough money for grocer­ries, something is wrong.

The government has come up with all sorts of “alternate crops” for tobacco farmers; ginseng, rapeseed (canola), and others. Is this the real solution? Is it the implementation of an en­tirely new farming system: new equipment, new vocabulary, words, more money. Farmers can’t sell their old equipment.

• See And p.5

Tobacco: A Way of Life

by Daryl Singer

On January 28, 1988 my faith in the Supreme Court of Canada was reaffirmed. This was the day that the Supreme Court of Canada, in ruling in the case against Dr. Henry Morgentaler when they declared the abortion laws unconstitutional. And it is about time, too. Dr. Morgentaler had been tar­geted by the “pro-life” lobby for twenty year hunt.

I say a witch-hunt because I can come up with a more ap­propriate term to describe the situation of a man who has been tried more than once for the same crime and acquitted by four juries, but who still must defend himself almost every waking hour of his life. Now, I grant you that abortion is a very emotional issue, but the pro-life organizations are not talking about suing poor Morgentaler. They do not wish to pick (often illegally) outside Toronto General or York Cen­tral hospitals, but rather rest­rain their attention and their narrow-minded focus to the Harbord Street clinic. Is this not a witch-hunt? The pro­lifers do not hold rallies on the Peace Bridge outside Buffalo and stop all Ontario cars to ensure that they do not get across the border. Instead of speaking at pro-life rallies, they make every effort to deliver a ver­dict to her liking. But take heart, pro-lifers, for the deci­sion isn’t that awful. Abortion will not be popping up on every street corner as the doomsmayers would have you believe. In fact, Dr. Morgentaler has offered to turn his clinics over to the provin­cial governments to train the doctors. This is already the case in Quebec and if the other provincial Premiers and A.G.’s. had any brains they would quickly take up Dr. Mor­gentaler’s offer. Unless of course they’re trembling at the thought of having their own “Dra­mandel” and “Ken Campbell” and his tiny band of vocal fascists when the good Dr. Morgentaler arrives his right—under Bill Vander Zalm—right wing loonies on the steps of the legislature.

There will not, contrary to popular belief, be an increase in the number of Canadian women who have abortions in Canada. This is not wrong, either. Let us face up to the fact that for years women have been forced to go outside of Canada to have abortions. Allowing clinicians such as Dr. Morgentaler to continue to service the women who will be receiving first class (or to coin a David Peter­son phrase) “nonsensical treatment close to home instead of having to endanger them­selves by travelling hundreds of miles to poorer quality institu­tions. That’s the reality of it. Furthermore, the Supreme Court ruling actually leaves room for Parliament, or the legisla­ture, to draft legislation which will put restrictions on abor­tion. The only thing women who wish to use them. If our pals suddenly develop some new twist on it and pass a bill which seeks a compromise would be tabulated. For example, abortion would still be legal, but only in the first three months of pregnancy. As for what happens, we shall wait and see.

In the past, it was common knowledge that it is time that the Laura McArthurs devoted to the welfare of the student population — is furnishing us with a flawed element that will be now used for what it is light on the real interests prom o n g ti n th i s su p­posedly very efficient communication network praised by Geoffrey Eden, whose name can be definitely misleading.

Suggestions deemed practi­cal... whom, for what pur­pose? To whom: Rill cie — in other words our very own wonderful manager. For what pur­poses? To increase profits because, yes, the man­ager is obsessed with his fear of students lowering their food consumption. Reagan-era students becoming tired of being robbed and deciding to buy their own groceries. The problem, from his point of view, is to offer them as little as possible for prices as high as —

• See Quelques p.8.

La page Forum propose des questions de débat sur différents thèmes de la culture populaire et présente des articles. Aux alentours, vous pouvez voir les opinions exprimées dans cette rubrique réfléchir au point de vue de l’auteur et non pas nécessairement celui de Pro Tem.
It was an historic occasion, on February 3, when the 1987 World Debating Champions from the University of Glasgow, in Scotland went against two members of the Glendon College Debating Society, in the Senate Chambers. Toronto Gulliver, one of our debaters, met them at the McGill University Tournament, the previous weekend and she invited them here. The resolution was, “Be it resolved that all pigs are created equal but some pigs are more equal than others.” Speaking on behalf of the government, Glendon was represented by Stefan Molyneux and Steven Roberts. Austin Lally and Kevin Sneader represented Glasgow in the opposition role. Prime Minister Molyneux defined the term “pigs” poli­tically. The resolution became a throwback to “Robocop”, specifically, the government wanted to see human policemen replaced by robots. It might sound radical, decided Molyneux, who went on to give several reasons for promoting this concept. One was that it would eliminate bribery — the robots would be programmed as such. The rest of his argument centered around the fact that this would be a more efficient way to protect property rights. He claimed that this “new order” would eliminate terrorism. This whole thing was to be controlled by orbiting computers. Recognizing the complexity of justice, Molyneux proposed that they would not have an electronic judicial system. It was a dry speech for Molyneux and unfortunately it was difficult to tell whether this was not this was a serious proposal.

Austin Lally as First Speaker for the Opposition denounced the whole concept as a Steven Speilberg-type fantasy. His main argument was that, “Policing is all about interacting within the community.” The idea was that there is no such thing as a law that can be universally applied and therefore the government’s proposal would be difficult to implement. He suggested that a community watch could do a better job than a robot. Humans are needed, to handle the complexity of law enforcement. It’s hard to get across the impact of Lally’s speech. It was what debating is meant to be, intellectual, quick, witty, and organized, with an eloquent style.

The Minister of the Crown was Steven Roberts who claimed that, “People live in fear” for their property rights. He stated that each robot would be “objective” and “highly scrutinized” and would have the additional advantage of being, “someone who cannot be harmed, who cannot be destroyed.” Roberts’ speech was very clear even if the proof for his arguments wasn’t.

The Leader of the Opposition, Kevin Sneader, proclaimed that “from the minds of Glendon” we had a “Brave New World”. He suggested that the government was trying to set up the “Steve Roberts Order”, a system that “leaves no room for those who do not have property rights but economic and social rights.” Sneader remarked that law enforcement agents have to be trusted and that only humans who have discretion are really trustworthy in this situation. He also suggested that one way of alleviating society’s problems would be through an overall review of the penal system.

Sneader was very persuasive and his arguments were logical. He certainly merits his status of being on the winning debating team at the World’s Tournament. Molyneux came back for a second blow at the M. Johnson, former Premier of Quebec and former leader of the Parti Quebecois will be conducting a series of lectures at York University commencing Feb. 15/88 until the end of the term. He will be conducting at least one lecture at Glendon, but details have not finalized at the moment. The bulk of M. Johnson’s lectures will be conducted at Osgoode law school on constitutional law.

M. Johnson holds degrees in both Law and Medicine.

Conversations with the Workplace

by Marika Kenny

On Thursday March 3, the Glendon Counselling and Career Centre presents “Conversations with the Workplace: Meet the People who do the Work.” An effort has been made to recruit speakers (many of whom are Glendon or York graduates) whose careers will both interest and inspire Glendon students in particular. One of our keynote speakers this year is Linda Somers, Manager of Staff Development at York University. Linda has managed her own consulting firm where she worked with clients in business and education, to develop in-house training programs. She then moved on to the Bank of Nova Scotia where she was a Management Development Specialist in the Operations and Systems Division. She came on staff at York this year. Her major interest is the implementation of Service Excellence for the Division of Finance and Administration. We are very grateful that Linda Somers has agreed to speak to Glendon students.

To hear Linda Somers as well as other interesting speakers in fields ranging from law to social work, plan to attend from 10:00 a.m. until 4:00 p.m. at the Glendon Gallery. Watch bulletin boards and advertisements for more detailed information.
February 29 to March 4, 1988, by Sharon Tarshis

Unsure of what to do after you graduate? Worried about your performance at a job interview? The Glendon Counselling and Career Centre is presenting its Annual Career Week from Monday, February 29th through Friday, March 4th, 1988. The goals of Career Week are to help students focus on a career which is right for them, and to teach students how to approach the actual job search.

Monday, February 29 through Wednesday, March 2 will comprise exciting workshops, new films on career issues, as well as job search services - all offered daily at the Counselling Centre, room 116, Glendon Hall (the "old mansion"). The workshops will be offered in the hours of 10 a.m. and 11 a.m. Monday through Wednesday, there will be a drop-in resume service. If you need some help in writing or updating your resume, or if you would like a counsellor's opinion on your existing resume, just drop in during these hours - no appointment necessary.

Workshops on job-search techniques will be offered Monday through Wednesday at 11 a.m., noon, 1 p.m., and 2 p.m. Topics include finding the hidden job market, preparing for a successful job interview, selling a liberal arts degree to the working world, as well as one geared specifically toward mature students entitled "From Homemaker to Career Woman: Making Your Experience Count." This year we will be offering an exciting new service. Following our Monday and Wednesday morning workshops, on "Preparing for a Successful Job Interview," we will be providing videotaping services in order to enable you to actually see yourself in a simulated interview situation. New films on career-related topics will be previewed Monday through Wednesday at 1 p.m. A detailed program will be available at the Counselling Centre. Drop by to see one or more - you won't be disappointed!

One of the highlights of the week will take place on Thursday, January 20, when Glendon's Counselling and Career Centre presents "Conversations with the Workplace: Meet the People Who Do the Work." During this all-day program (11:00 a.m. - 4:00 p.m.), prominent individuals from the working community will talk to Glendon students about their career paths. There will be presentations by individuals in the fields of psychology and sociology, media, business, law, public service and education. Deena Mandell, a social worker specializing in homeless counseling, Mr. Mel Springman, a lawyer who is the senior legal research officer for the Ontario Law Reform Commission, Paule Silcox, founder and president of her own successful business "Cookie It Up!" will be among those presenting. Plan to attend. All sessions take place in the Glendon Centre next to the Cafeteria.

The week's activities will conclude with an all-day intensive workshop on Friday, March 4th entitled "Career Crossroads," designed to help students arrive at a career choice based on their most suitable diets. Using a combination of individual exercises and tests as well as group work, we will explore work-related skills, values and personalities. By the end of the workshop, participants will be more knowledgeable about themselves, what they want from their career, and what they have to offer an employer. The workshop will be under the leadership of Dr. Pam Broley and Sharon Tarshis. Both leaders have extensive experience in career counselling. This workshop received rave reviews last year and again promises to be a huge success. A point of interest - after graduation, business agencies offering these same services frequently charge from $400 to $1000. Yet this workshop is free to all Glendon students! Don't miss out on this incredible bargain! All we ask is a little personal commitment. Plan to attend for the workshop either in person at the Counselling Centre or by phone: 487-6797. It will take place in the Hearth Room, York Hall between the hours of 10:00 a.m. and 4 p.m.

I am a career counselor. Vous permette de vous fixer un objectif dans la vie et de vous préparer à l'atteindre. Que mettez-vous exerçant et ou? Pour pouvoir répondre à ces questions, vous devez évaluer vos points forts et vos points faibles. Nous avons, cette année, fait tout notre possible pour vous présenter les activités de la Semeaine de Carrières en français et en anglais.

Whether you are in first year and just starting to think about your career, or in fourth year planning a job search, the Counselling and Career Centre's Career Week can increase your success. Don't miss it!

THE GLENDON COLLEGE COUNSELLING AND CAREER CENTRE PRESENTS:

CAREER WEEK 1988
All events take place at the Counselling Centre, 116 Glendon Hall unless otherwise indicated.

WEDNESDAY MARCH 2
9:30 a.m. to 12:00 noon - FREE CONSULTATIONS FOR A SUCCESSFUL JOB INTERVIEW. MARY HUMPHREY, Career Counselor.
12:00 noon to 1:00 p.m. - FREE LUNCH MEETING ON CAREER OPTIONS. DR. PAM BROLEY, Career Counselor.
1:00 p.m. to 4:00 p.m. - FREE AUCTION OF JOB RESOURCES.

THURSDAY MARCH 3
9:30 a.m. to 12:00 noon - FREE CONSULTATIONS FOR A SUCCESSFUL JOB INTERVIEW. MARY HUMPHREY, Career Counselor.
12:00 noon to 1:00 p.m. - FREE LUNCH MEETING ON CAREER OPTIONS. DR. PAM BROLEY, Career Counselor.
1:00 p.m. to 4:00 p.m. - FREE AUCTION OF JOB RESOURCES.

FRIDAY MARCH 4
9:30 a.m. to 12:00 noon - FREE CONSULTATIONS FOR A SUCCESSFUL JOB INTERVIEW. MARY HUMPHREY, Career Counselor.
12:00 noon to 1:00 p.m. - FREE LUNCH MEETING ON CAREER OPTIONS. DR. PAM BROLEY, Career Counselor.
1:00 p.m. to 4:00 p.m. - CAREER CROSSROADS: A CAREER PLANNING WORKSHOP. 10 a.m. to 4 p.m. Please register at the Counselling Centre. Sign-up opens Monday, February 29.

Sharon Tarshis, M. Ed. received her Masters of Education in Adult Education and Community Development from the Institute for Studies in Education. She has led numerous groups at the Glendon College Counselling and Career Centre on career planning, study skills, stress management. Sharon's principal interest is career counselling, particularly in the area of women re-entering the workforce.

For this workshop, advance registration is required. Either sign up in person at the Counselling and Career Centre (rooms 116, Glendon Hall), or by telephoning 487-6709. The workshop will take place on Friday, March 4 from 10:00 a.m. - 4:00 p.m. in the Hearth Room, York Hall. The workshop is offered bilingually. Do not hesitate - register today.

And What of the Farmers?

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:

"Will these people find other jobs?" I live with these people: they can't. All they can do is "farm." Tell me, you "business people:" would you hire a fifty-five-year-old man who owns his own farm and a work-omen's men. It was a farm. I'm saying that this justifies smoking very much. All they know is their family, their heritage, their legacy. Snapping turtles come out of the spring - Corn should be knee high by the first of July! This is a man whose jobs?" I live with these people:
enthoustrée et rigolote.

$260 / each per month

meme sur l'avenir" et finalement

ou "Re-

 Vous pouvez voir une photo

d'interpretations. La relation
donc la plupart proposent des

qu'ils etudient, c'est-a-dire
d'autres auraient evité de faire

notre potentiel createur et

nter action, semble apporter une

niement, semble apporter une

es sociales du monde mo-

n'encontre vers l'avenir, l'en

pacted by the excellent visuals

secret, il ne

ue une soucoupe volante, en-

Il complete son exposition en

nience de l'être humain

lui est menacé, l'avenir

ne de débats, mais quand on

außer mais cette fois-là,

a vie, mais elle a su apporter

berger l'etre humain dans

s'est montré panique, de

l'occasion de connaître

naullement puisqu'elle

rable le petit frere.

faire pour l'an 2000?", il ne

ble a conquis des

ant pour consierer

nous aidant à prendre conscience

l'energie de demain

n pour un an 2000" est ter-

pierre l'etude de l'histoire de

Nature propose de nombreuses

liation, la confusion qui caractéris-

ses contradic-

nour son histoire vers le vingt-et-

l'etude de la nature, ses

nour la ving et-

ront plus claire la question de

Beckett. La paix est précaire

sens alors que si elle est menacée, l'avenir

contre demain".

le travail de Bosse n'a rien
du monde, c'est-à-dire

n vise que celle qui

cherche plus mal en

enintime liens

un ballon sur lequel on s'inscrit

le grand espace de

s'apprécie un peu plus grande

l'etre humain dans

Son exposition comporte

de photographies.

a coin de ciel, un paysage:

La paix est précâire

nent donc nécessaire de

en les jeunes l'est du même coup.

décédé aujourd'hui, de

lé autre impulsion vers

s'apprécie un peu plus grande

ou s'allonge dans la

où les sujets sont

sentie par celle qui

à l'aide de son

image provoquant une foule

s'etendre vers l'avenir ou l'autre

n'ont autrement participé à

nous rendre compte du talent

ulterieure, il est donc à espérer que

expression vers l'avenir.

s'etendre vers l'autre

chacune de ses formes.

première meilleur détecteur de

l'opposition, semble apporter une

le programme. Il est
d'un coin de ciel, un paysage:

une nouvelle vision de l'être

ou si elle est menacee, l'avenir

le petit frere.

ers qui semblent alternes

l'etre humain vers

se prepare pour

et pour les raisons de convenance

s'etendre vers l'autre

chacune de ses formes.

ralleme social du monde mo-

Il doit donc

s'etendre vers l'autre

n'ont autrement participé à

se prepare pour

s'etendre vers l'autre

n'ont autrement participé à

l'opposition, semble apporter une

le programme. Il est

s'etendre vers l'autre

n'ont autrement participé à

se prepare pour

s'etendre vers l'autre

n'ont autrement participé à

se prepare pour

s'etendre vers l'autre

n'ont autrement participé à

se prepare pour
From p.2 wever "never".

Regarding concerns about the cafeteria's name, "Black Slave Bunnies from Hell", you can rest assured that if we had known about that name, it would not have escaped my wrath either. (This was also the reason Kniehl, the manager of the cafetera told the food committee, he would not be offering any more groceries to students who were staying. (Supposedly enough groceries to last the students until the day that the cafeteria re-opened.) Since I am a food rep in my house, I have heard of a vaguer complaint concerning the inappropriate hours in which the groceries were being distributed and the lack of nutrition in their frozen dinners. As a result, those who were unable to get their groceries during the hours of distribution received only three portions of food for four days. Why should we, the students, have to starve? We are paying for the food, we are doing the cafeteria a favour by allowing them to try to feed us and, under the impression that we would be getting quality food instead. In the York University Residence Handbook, it states: "The University assumes the responsibility for providing meal service seven days a week (Christmas Day and New Year's Day excepted) for the resident student." With this quote being printed in the Residence handbook, the hours of operation should be followed accordingly and not neglected for the convenience of the employee. This issue represents another opportunity to articulate the company's disregard of the student's needs.

In regards to the 5% price increase in May, 1988, students are already having a difficult time trying to cope with the outrageous prices that are in the cafeteria now. Examples such as selling spaghetti for almost three dollars when one can buy a box for 99¢ is ridiculous. If the cafeteria is losing so much money, why would they want to risk losing even more with Rill? Why does it have to be a monopolistic organization? There are so many other options, such as those that will avoid the unnecessary 5% price increase.

The remark about most third and fourth year students liking their food is a vague complaint. Have you actually surveyed all of the students to come to this conclusion? Why should the first year students lower their standards to accept this more than questionable quality.

The article also says that "Rill has been doing a good job considering the students lower their standards to accept this more than questionable quality."

To the Editor:

Once upon a time, many issues ago, there was an editor who lambasted others for not "taking a stand". Surely this cannot not be the same author of the editorial in Volume 27, No. 15! The Proper Balance is an exercise in ambiguity and does not express any fixed opinion. What, therefore, is its purpose? It appears to gloss over technicalities yet it fails to offer the writer's perspective on the issue. Even when the most clear opportunity arose to articulate a personal statement, the author backed away from the chance and chose instead to attempt to strike some sort of opaque balance between criticism and support. The sentiment with which the reader is left is one of confusion due to the writer's apparent inability to decide for himself whether the Supreme Court's decision was "a good thing" or not. It is difficult to fathom that one who so vehemently condemned a stand is guilty of quite the same thing. The entire situation smacks of someone with a good pitching arm taking up residence in a glass abode. In brief, I am disappointed that the writer did not take the chance to put forth a firm opinion on the subject, even though it could have risked losing the support of the masses. An opinion is, after all, by definition something which calls for short of sure knowledge and so, I believe that disagreement would have been a far more acceptable response than is the confusion which resulted.

Michel Blanchette

UnRilled

To the editor: After having read the article, "Rill's Contract Being Rescinded", in Pro Tem's Feb. 1, 1988 issue, there were proposals which I strongly disagreed with and I am sure that many students at Glendon will agree with me.

The proposal to reduce operating hours during exam and reading week is very unreasonable for the students who rely on this service. Since we only have the cafeteria and the Petit Café as our only source of food, what are we supposed to do when the operating hours are reduced during the times when we need it most? Exams are a crucial time for students who have enough stress already without having to worry about having no food to eat and no place going to eat. It is a time when we need easy access to food and proper nutrition. Speaking of nutrition, there was a lack of it during the Christmas holidays for some students. Unfortunately, there were roughly thirty to forty students who had to stay in residence. But was the cafeteria open for service for those students who were here? No, it was closed. But as Mr. Kniehl, the manager of the cafetera told the food committee, he would not be offering any more groceries to students who were staying. (Supposedly enough groceries to last the students until the day that the cafeteria re-opened.) Since I am a food rep in my house, I have heard of a vague complaint concerning the inappropriate hours in which the groceries were being distributed and the lack of nutrition in their frozen dinners. As a result, those who were unable to get their groceries during the hours of distribution received only three portions of food for four days. Why should we, the students, have to starve? We are paying for the food, we are doing the cafeteria a favour by allowing them to try to feed us and, under the impression that we would be getting quality food instead. In the York University Residence Handbook, it states: "the University assumes the responsibility for providing meal service seven days a week (Christmas Day and New Year's Day excepted) for the resident student." With this quote being printed in the Residence handbook, the hours of operation should be followed accordingly and not neglected for the convenience of the employee. This issue represents another opportunity to articulate the company's disregard of the student's needs.

In regards to the 5% price increase in May, 1988, students are already having a difficult time trying to cope with the outrageous prices that are in the cafeteria now. Examples such as selling spaghetti for almost three dollars when one can buy a box for 99¢ is ridiculous. If the cafeteria is losing so much money, why would they want to risk losing even more with Rill? Why does it have to be a monopolistic organization? There are so many other options, such as those that will avoid the unnecessary 5% price increase.

The remark about most third and fourth year students liking their food is a vague complaint. Have you actually surveyed all of the students to come to this conclusion? Why should the first year students lower their standards to accept this more than questionable quality.

The article also says that "Rill has been doing a good job considering the students lower their standards to accept this more than questionable quality."

To the Pro Tem: Re: Brandon Boone's letter "I'm mature!" In support of his的观点, we would like to express our concern about the inappropriateness of the acronym AIDS by the blatantly insensitive banner hanging in the cafeteria, and also the fact that you would even consider using AIDS as a source of humour. You suggest that the tea was given its name "solely in the spirit of Carnival Week". If this is the spirit that is supposed to represent a week of fun events, then something has gone drastically wrong in your evaluation of fun.

You also suggest that Greg Jacobs, in being offered the banner, "was not "able to adopt this light-hearted spirit." We can only assume that you feel "light-hearted" about the AIDS issue. Are you aware that, to date, 1,465 Canadians have been infected by the virus. Of these, 765 people have died, and 700 are still alive, inevitably facing the physical and emotional devastation of AIDS. In Toronto alone, 187 people have died from AIDS. If we can assume that every AIDS victim is close to 2 friends or family members, then there have been over 4000 people closely involved with AIDS. (This is an obviously conservative figure.) Let us not forget that these numbers are actual feeling people who would not find any "humour" in your acronym. We would like to add that there are many of us or closely involved with AIDS who also find your "humour" offensive. Moreover, in regards to your mention of "Black Slave Bunnies From Hell", it is equally disturbing to be faced with the "harsh reality" of racism and sexism amongst "University students and young adults" at Glendon. Perhaps what is at err here, is your "distinct impression that Carnival week is a time to...forget a time for the harsh realities that we face..." We agree that carnival week is a time for fun, however, not at the expense of others.

Furthermore, we would like to add that "maturity" meant fully accepting "harsh realities" by having the courage to acknowledge, and sympathize with the severity of these realities. We encourage you to enjoy and have fun in life. But we also urge you to be selective and compassionate in the process. Lastly, if you wish to sincerely apologize to all those who took offense, then take down the banner.


Opinion

To the Editor: Once upon a time, many issues ago, there was an editor who lambasted others for not "taking a stand". Surely this cannot not be the same author of the editorial in Volume 27, No. 15! The Proper Balance is an exercise in ambiguity and does not express any fixed opinion. What, therefore, is its purpose? It appears to gloss over technicalities yet it fails to offer the writer's perspective on the issue. Even when the most clear opportunity arose to articulate a personal statement, the author backed away from the chance and chose instead to attempt to strike some sort of opaque balance between criticism and support. The sentiment with which the reader is left is one of confusion due to the writer's apparent inability to decide for himself whether the Supreme Court's decision was "a good thing" or not. It is difficult to fathom that one who so vehemently condemned a stand is guilty of quite the same thing. The entire situation smacks of someone with a good pitching arm taking up residence in a glass abode. In brief, I am disappointed that the writer did not take the chance to put forth a firm opinion on the subject, even though it could have risked losing the support of the masses. An opinion is, after all, by definition something which calls for short of sure knowledge and so, I believe that disagreement would have been a far more acceptable response than is the confusion which resulted.

Michel Blanchette

Programme d'études supérieures en développement international

Le programme
- est conçu dans une optique interdisciplinaire
- se donne à partir d'un complet (septembre à avril) et à temps partiel
- mène à l'obtention d'un Diplôme d'études supérieures en développement international et coopération

Conditions d'admission
- baccalauréat universitaire (avec spécialisation) ou équivalent
- expérience en développement international ou intention de travailer dans ce domaine
- connaissance pratique de la deuxième langue officielle est souhaitable

On peut obtenir une brochure explicative ou poser sa candidature en s'adressant au :
Secrétariat de l'Institut
INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET COOPÉRATION
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario)
KIN 6NS
Tel. (613) 564-4910
Quelques suggestions M. l'Ombudsman

Voici la liste des éleveurs en vue de l'élection du Rédacteur en chef pour l'année 1988-89. Cette liste est en vigueur à compter de la publication de ce numéro (Vol. 27, No. 16). Si votre nom n'apparaît pas sur cette liste et que vous croyez avoir droit de vote, prière de rejoindre P. Banville à Pro Terme, au 487-6736.

The following is a list of eligible voters for the election of the Editor-in-Chief for the 1988/89 term. This list is up-to-date as of the publication of this issue (Vol. 27, No. 16). If you believe that your name is not on the list, please contact P. Banville at Pro Terme, 487-6736.

Voici la liste des éleveurs en vue de l'élection du Rédacteur en chef pour l'année 1988-89. Cette liste est en vigueur à compter de la publication de ce numéro (Vol. 27, No. 16). Si votre nom n'apparaît pas sur cette liste et que vous croyez avoir droit de vote, prière de rejoindre P. Banville à Pro Terme, au 487-6736.

**Suite de p.3**

**Pot-pourri**

 Possible. The danger is to alienate the student consumer. So, the company gives in to your demands just enough for you students not to be driven away. But not more, the effort is limited to the strict minimum. This is what is really meant by "When suggestions have been deemed practical." If the suggestions do not strictly fit that model, they are discarded, put on hold or there is a "nebulous" slowing down of the issue solving process — as witness the cockroach question.

Moreover, now there seems to be a campaign being undertaken to mask the nature of the conflicting relationship binding Rill to the student population. "There are no major problems. There are quite a few small areas of discontent — some staff problems, complaints about small portions and some which had to do with personal tastes."

You demand pardon, M. Eden, but avertir l'obligeance de m'expliquer ce que c'est que cette attitude que vous avez de minimiser ces problèmes qui sont une réalité de Glendons? Et qu'est-ce que c'est que cette attitude dépravée qui consiste à passer sous couvert les plaintes étudiantes sous prétexte qu'elles sont du domaine des «gouts personnels»? M. Eden semble connaître l'expression dit que les gouts ne se discutent pas. Mais je lui répondrai que oui, ils sont discutables, spécialement lorsque ceux-ci deviennent l'élément principal d'une transaction qui comporte une dimension économique substantielle.

Également, j'aurais bien souhaité lire une analyse claire des problèmes passés sous silence. Le tableau présenté contient beaucoup de chiffrés mais bien peu d'explication quant à la nature des problèmes soulevés, de ceux qui ont fait l'objet d'une réaction éclatante, de ceux qui se sont fait rejeter et de ceux qui demeurent en litige. Sans cette information, tous ces chiffres n'ont aucune valeur.

Ce que je veux savoir, ce que tous les étudiants qui ont à manger à la cafétéria tous les jours ont le droit de savoir, c'est que ce qui a été fait concrètement pour améliorer les conditions passées et présentes, et les services offerts par la cie Rill. En d'autres termes, si cette belle communication sert vraiment à quelque chose ou non. Vous demandez pardon, M. Eden, que les longues files d'attente ne sont pas. C'est faux. Elles sont peut-être moins fréquentes, mais elles demeurent toujours trop nombreuses. Vous mentionnez encore que les attentes prolongées du Petit Café sont dorénavant de l'ordre du passé. Encore là je me dois de vous contredire.

Votre optimisme est irritant mais je suis sûr qu'il y a des mérités de facilitations de la part des responsables de la cie. Vous savez que je ne suis pas du tout en désaccord avec vous là-dessus. Moi, malheureusement, je ne retire pas d'avantages marginaux pouvant influencer en partie cette attitude que vous avez pour l'intérêt à concentrer mon attention sur les miettes que la cie dédaigne bien nous accorder. En 1986-87, le service et la nourriture étaient bons soit. Mais je vais vous dire une bonne chose, M. l'Ombudsman: j'ai enfin assez de me faire dire que le service et la bouffe sont meilleurs. Jeudi dernier car ce ne sont que des propos utiles à couvrir votre inaction, votre léger qui se sont fait rejeter le service. Le tableau présenté contient beaucoup de chiffres mais bien peu d'explication quant à la nature des problèmes soulevés, de ceux qui ont fait l'objet d'une réaction éclatante, de ceux qui se sont fait rejeter et de ceux qui demeurent en litige. Sans cette information, tous ces chiffres n'ont aucune valeur.

Ce que je veux savoir, ce que tous les étudiants qui ont à manger à la cafétéria tous les jours ont le droit de savoir, c'est que ce qui a été fait concrètement pour améliorer les conditions passées et présentes, et les services offerts par la cie Rill. En d'autres termes, si cette belle communication sert vraiment à quelque chose ou non. Vous demandez pardon, M. Eden, que les longues files d'attente ne sont pas. C'est faux. Elles sont peut-être moins fréquentes, mais elles demeurent toujours trop nombreuses. Vous mentionnez encore que les attentes prolongées du Petit Café sont dorénavant de l'ordre du passé. Encore là je me dois de vous contredire.

Votre optimisme est irritant mais je suis sûr qu'il y a des mérités de facilitations de la part des responsables de la cie. Vous savez que je ne suis pas du tout en désaccord avec vous là-dessus. Moi, malheureusement, je ne retire pas d'avantages marginaux pouvant influencer en partie cette attitude que vous avez pour l'intérêt à concentrer mon attention sur les miettes que la cie dédaigne bien nous accorder. En 1986-87, le service et la nourriture étaient bons soit. Mais je vais vous dire une bonne chose, M. l'Ombudsman: j'ai enfin assez de me faire dire que le service et la bouffe sont meilleurs. Jeudi dernier car ce ne sont que des propos utiles à couvrir votre inaction, votre léger qui se sont fait rejeter le service. Le tableau présenté contient beaucoup de chiffres mais bien peu d'explication quant à la nature des problèmes soulevés, de ceux qui ont fait l'objet d'une réaction éclatante, de ceux qui se sont fait rejeter et de ceux qui demeurent en litige. Sans cette information, tous ces chiffres n'ont aucune valeur.

Ce que je veux savoir, ce que tous les étudiants qui ont à manger à la cafétéria tous les jours ont le droit de savoir, c'est que ce qui a été fait concrètement pour améliorer les conditions passées et présentes, et les services offerts par la cie Rill. En d'autres termes, si cette belle communication sert vraiment à quelque chose ou non. Vous demandez pardon, M. Eden, que les longues files d'attente ne sont pas. C'est faux. Elles sont peut-être moins fréquentes, mais elles demeurent toujours trop nombreuses. Vous mentionnez encore que les attentes prolongées du Petit Café sont dorénavant de l'ordre du passé. Encore là je me dois de vous contredire.